Arménie

Le **ministère arménien des Affaires étrangères** a exprimé sa profonde déception face au langage déformé et partial contenu dans la « Déclaration d'Istanbul » et les résolutions qui l'accompagnent, adoptées lors de la récente réunion ministérielle de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), en particulier celles présentées à l'initiative de l'Azerbaïdjan.

« Les récits avancés dans ces documents contredisent la logique et l'objectif d'instaurer une paix durable dans la région. La partie arménienne s'oppose fermement à la promotion du prétendu discours « Azerbaïdjan occidental », qui, selon elle, masque une revendication territoriale claire contre l'Arménie sous couvert de préoccupations en matière de droits humains.

Nous estimons important de rappeler que ce que l'Azerbaïdjan appelle "Azerbaïdjan occidental" comprend en réalité ses propres régions occidentales, notamment Qazakh, Tovuz, Aghstafa, Gadabay, Dashkasan, Kalbajar, Latchine, Gubadli, Zangilan et Nakhitchevan. Il n'existe pas d'"Azerbaïdjan occidental" sur le territoire de l'Arménie.

Concernant les Azerbaïdjanais qui vivaient en Arménie soviétique, ils ont quitté volontairement leur pays durant les dernières années de l'URSS, vendant ou échangeant leurs biens ou recevant des compensations du gouvernement arménien. En revanche, les Arméniens d'Azerbaïdjan, particulièrement à Bakou, Soumgaït et ailleurs, ont été victimes de pogroms et de déplacements forcés, dont le point culminant a été l'exode massif de plus de 115.000 Arméniens du Haut-Karabakh en 2023, ce que l'Arménie qualifie de « nettoyage ethnique.

Nous sommes surpris face à la déformation des événements de Khojaly. La véritable nature des crimes contre l'humanité dans la région est bien documentée et contredit les accusations dirigées contre l'Arménie.

Nous déplorons que la déclaration s'écarte des précédentes déclarations de l'OCI faites plus tôt cette année, notamment celles encourageant la signature d'un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Au lieu de cela, les derniers textes comportaient un langage unilatéral sur les conditions préalables, ce que l'Arménie considère comme compromettant cet objectif.

Nous rappelons aux États membres de l'OCI que l'Arménie a confirmé à plusieurs reprises sa volonté de signer l'accord sans délai et a proposé d'entamer des consultations sur la date et le lieu de la signature. Nous exhortons les partenaires à inciter l'Azerbaïdjan à faire de même plutôt que de dresser des obstacles artificiels.

Concernant la protection du patrimoine culturel, l'Azerbaïdjan ignore la destruction en cours des monuments arméniens dans les territoires sous son contrôle. Cette résolution présente la question de manière inappropriée en termes religieux, renforçant ainsi des discours trompeurs et dangereux.

L'Arménie appelle les États membres de l'OCI à reconsidérer et à retirer leur soutien aux initiatives biaisées qui remettent en cause l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Arménie et qui entravent le processus de paix.

Il existe une réelle opportunité de paix dans le Caucase du Sud. Cependant, de telles actions de la part des organisations internationales ne contribuent pas à la concrétiser. L'Arménie reste attachée au programme de paix et attend un soutien constructif de ses partenaires internationaux, notamment de l'OCI, pour instaurer une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. »

(...)

L'ambassadeur iranien en Arménie, **Mehdi Sobhani**, a donné une conférence de presse à Erevan mardi, et concernant l'attaque israélienne contre l'Iran.

« Nous sommes reconnaissants au gouvernement arménien pour sa position résolue dans la condamnation de cette

agression Nous [l'Iran] exprimons notre gratitude au noble peuple arménien pour sa solidarité et son soutien. Nous ressentons le soutien spirituel du peuple arménien.

On ne dispose toujours pas d'informations sur d'éventuelles victimes ou blessés parmi les Arméniens en Iran. Pas plus sur le nombre de personnes évacuées d'Iran vers l'Arménie. Un grand nombre de personnes ont quitté l'Iran pour la Russie et la Turquie.

De même, nous ne disposons d'aucune information sur des fuites radioactives résultant d'attaques contre des installations nucléaires. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) n'a pas non plus publié de rapport à ce sujet.

La centrale nucléaire iranienne de Natanz est très loin de l'Arménie et qu'il n'y a donc aucune raison de s'inquiéter.

Nous sommes engagés dans des questions d'organisation pour assurer le transfert des personnes d'Arménie vers l'Iran qui n'ont pas pu atteindre l'Iran en raison de vols annulés ou retardés en raison de la situation actuelle.

() Nous suivons de près l'évolution de la situation dans la région. Nous sommes en contact avec les pays de la région, nous leur exprimons nos inquiétudes, nous avons des lignes rouge clair et nous avons prouvé que nous ne nous en écarterons pas. Nous vivons dans un monde de possibilités, dont certaines peuvent susciter des inquiétudes. Cependant, nous nous basons sur les faits et restons vigilants.

Je pense que le gouvernement arménien suit également l'évolution de la situation. Nous entretenons des relations très étroites avec lui et nous nous rencontrons régulièrement. Le comportement des pays durant cette période influencera nos relations futures avec eux. Les amis et les ennemis se reconnaissent dans les moments difficiles.

() Il est évident pour nous que les États-Unis aident Israël dans cette guerre, et les menaces du président américain montrent que les ennemis sont au bord de la défaite et que la situation à Tel-Aviv est devenue incontrôlable. M. Trump est désormais assis sur un cheval mort. Il est insensé de répéter les mêmes erreurs et d'espérer un résultat différent.

() Le transport terrestre a diminué, nous rencontrons des problèmes à cet égard, et nous utilisons des bus arméniens pour transporter les passagers. Hier, nous avons transporté environ 30 personnalités culturelles iraniennes, arrivées en Arménie depuis Moscou, de Moscou vers l'Iran dans des bus arméniens.

Auparavant, approximativement 20 vols étaient opérés entre l'Iran et l'Arménie par semaine, mais dans les conditions actuelles, ceux qui souhaitent le faire doivent traverser la frontière terrestre. À côté de ça, 600 camions se déplacent chaque jour entre l'Iran et l'Arménie.

() La plupart des agents sionistes en Iran ont été arrêtés, et leur utilisation montre que le lâche Israël n'est pas capable d'entrer en conflit direct avec l'Iran.

États-Unis mis à part, nous n'avons aucune preuve que certains pays aient pu participer à ces actions. Mais nous allons mener une étude. Si nous parvenons à la conclusion que certains pays ont aidé le régime sioniste dans ces actions, cela affectera les relations entre l'Iran et ces pays.

() L'Iran était en contact avec tout le monde, y compris le gouvernement azerbaïdjanais. Nous avons discuté de questions qui nous intéressent, et nous avons également parlé et discuterons d'éventuelles préoccupations.

À ma connaissance, l'Azerbaïdjan a condamné les actions de l'agresseur. La position officielle des pays est importante pour nous. »

(...)

Le ministre arménien des Affaires étrangères, **Ararat Mirzoyan, a** informé son homologue finlandais, **Elina Valtonen,** sur les efforts de paix régionaux, sur la coopération entre l'Arménie et l'OSCE et les questions régionales. Le ministre Mirzoyan a présenté les discussions récentes sur le processus de normalisation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, notamment les efforts visant à signer le traité de paix.

L'agenda du partenariat bilatéral entre l'Arménie et la Finlande, ainsi que les engagements prévus, notamment ceux faisant suite à la visite du ministre arménien des Affaires étrangères à Helsinki en novembre 2024, ont été évoqués.

(...)

Suite à la situation en Iran, le président du Parlement, **Alain Simonian**, a déclaré :

« Aucun mouvement frontalier n'avait été enregistré à ce jour. À ce stade, il n'y a aucune crainte que cela puisse avoir un impact sur nos relations avec l'Azerbaïdjan, car le dialogue se poursuit et des processus spécifiques sont en cours.

Oui, nous avons évalué la situation iranienne et mené des discussions très tôt ce matin, avant l'aube. Nous sommes en contact avec nos partenaires internationaux. Aucun mouvement n'a été enregistré le long des zones frontalières à ce jour.

Les risques de guerre sont actuellement minimes. Nous devons œuvrer pour les neutraliser complètement. Le gouvernement prend des mesures concrètes. »

Zareh Sinanian, le commissaire en chef aux affaires de la diaspora au cabinet du Premier ministre, a indiqué qu'il y avait des arrivées en provenance d'Iran, mais que le flux n'était pas significatif.

(...)

Sarkis Khandanian, membre du parti « Contrat civil » et président de la Commission permanente des relations extérieures du Parlement arménien, a déclaré pour sa part :

« La situation actuelle ne connaît malheureusement aucun répit. C'est très inquiétant pour la sécurité régionale. Toute escalade régionale, notamment impliquant les voisins de l'Arménie, soulève des inquiétudes en matière de sécurité. L'Azerbaïdjan n'a ni raison valable ni légitimité pour lancer une attaque contre l'Arménie.

L'Arménie reste pleinement disposée à signer un accord de paix avec l'Azerbaïdjan à tout moment. Elle œuvre activement à cet objectif, et des négociations et discussions sont en cours pour rapprocher au plus vite la signature du traité de paix. »

Quant à la réaction de l'Arménie et aux raisons pour lesquelles elle ne convoque pas de réunion du Conseil de sécurité sur la question, il a précisé : « Des travaux sont en cours, la situation est étudiée, des évaluations et d'éventuelles contre-mesures sont proposées. S'il y a un problème concernant l'Arménie, une réponse immédiate sera bien entendu apportée. »

(...)

« Le Premier ministre Nigol Pachinian n'a pas prévu de rencontre avec le président Ilham Aliev lors de sa visite en Turquie, » a annoncé la porte-parole du Premier ministre, Nazeli Baghdassarian.

Effectivement, le 19 juin, le président Ilham Aliev a effectué une visite éclair en Turquie et a rencontré le président Erdoğan à Kahramanmaraş. Il est reparti le jour même.

Armand Yeghoyan, un député de la faction du Contrat civil, a également confirmé qu'aucune réunion n'était prévue, mais a indiqué :

« Je n'ai aucune information. Ce n'est pas prévu. Mais vous savez comment se déroulent les réunions internationales : souvent, les décisions sont prises sur place. Je n'y vois rien d'inhabituel. Je pense que cette visite est très importante. Si je ne me trompe pas, c'est la première visite

bilatérale depuis l'indépendance. Surtout dans cette région chaude, je pense qu'il est nécessaire de dialoguer avec la Turquie et de se comprendre.

Pour l'instant, l'ordre du jour porte sur les relations entre l'Arménie et la Turquie, sur lesquelles nos négociateurs travaillent depuis des années. Cet ordre du jour a déjà atteint le plus haut niveau politique.

Il n'est pas prévu de rencontre trilatérale. »